

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 41 (2024)

Faits saillants

- ❖ Vietnam : établissement d'un « partenariat stratégique global » avec la France
- ❖ Philippines : taux d'inflation de 1,9 % en septembre, le plus bas depuis mai 2020
- ❖ Singapour : OpenAI renforce sa présence en Asie avec un nouveau bureau dans la cité-Etat

LE CHIFFRE À RETENIR

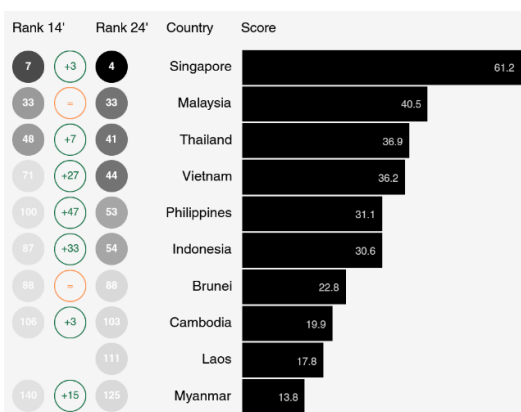
6,8 %

Croissance du PIB au Vietnam sur les neuf premiers mois de 2024

Région

OMPI : l'ASEAN poursuit son ascension dans le « Global Innovation Index »

Le Global Innovation Index 2024, publié par l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), souligne les progrès remarquables de l'ASEAN en matière d'innovation. Singapour occupe désormais la 4^e place (5^e en 2023) – derrière la Suisse, la Suède et les États-Unis – tandis que le Vietnam (71^e à 44^e en 2014), les Philippines (100^e à 53^e) et l'Indonésie (87^e à 54^e) figurent parmi les huit pays ayant le plus progressé au cours de la dernière décennie. La région bénéficie d'une intégration accrue, avec des investissements en R&D ayant quintuplé depuis 2002, atteignant 54,9 Md USD en 2023.



ONU : jusqu'à 37 Md USD de pertes financières en 2023 liées à la cybercriminalité

Les réseaux de cybercriminalité ont récolté jusqu'à 37 Md USD en 2023, intensifiant leurs activités en Asie du Sud-Est malgré les efforts accrus des autorités, selon un rapport de l'ONU. La région du Mékong – Myanmar, Cambodge, Laos – est devenue un centre pour les arnaques sentimentales, fraudes crypto, blanchiment d'argent et jeux illégaux. Ces groupes adoptent des technologies comme les malwares, l'IA générative et les deepfakes, professionnalisant le blanchiment d'argent. Des milliers de personnes sont exploitées dans des « centres de scam » situés dans des casinos et des zones économiques spéciales. Les pertes financières pour la région sont estimées entre 18 et 37 Md USD en 2023, avec Singapour marquée par une affaire de blanchiment de 3 Md SGD (2,3 Md USD).

AMRO : recul des risques financiers en ASEAN+3 pour 2024

L'ASEAN+3 Macroeconomic Research Office (AMRO) a publié son Rapport sur la Stabilité Financière de l'ASEAN+3 (AFSR 2024), qui examine les derniers développements du marché et les risques potentiels dans la région. Depuis décembre 2023, les risques financiers ont évolué : certains, tels que l'inflation élevée et la persistance des taux d'intérêt élevés, ont diminué, tandis que d'autres, notamment les tensions géopolitiques, se sont intensifiés. Malgré ces défis, le risque global pour la stabilité financière en 2024 est inférieur à celui de 2023, grâce à une croissance solide et à un contexte de désinflation qui offre aux décideurs l'opportunité de réduire la dette et de renforcer leur capacité budgétaire. Cependant, le ralentissement du marché immobilier, accentué par la pandémie de COVID-19 et l'inflation, suscite des inquiétudes, notamment en raison de la fragilité financière des promoteurs immobiliers. Bien que les banques disposent de réserves de capital robustes pour atténuer les risques, des menaces moins visibles proviennent des petites banques locales et du financement alternatif, nécessitant une surveillance accrue et d'éventuelles interventions réglementaires.

Indonésie

Les réserves de change de l'Indonésie restent stables à 149,9 Md USD en septembre 2024

Les réserves de change de l'Indonésie se maintiennent à un niveau élevé, à 149,9 Md USD fin septembre 2024, en légère baisse par rapport aux 150,2 Md USD enregistrés fin août 2024. Cette évolution s'explique notamment par les remboursements de la dette extérieure du gouvernement. Cette baisse est compensée par l'émission de nouvelles obligations libellées en dollars et en euros par le gouvernement, qui se sont élevées à environ 2,5 Md USD, contre 1,5 Md USD d'obligations arrivant à maturité. Le montant des réserves est équivalent à 6,6 mois d'importations, largement supérieur à la norme internationale de trois mois d'importations.

Renforcement du programme de stabilisation des prix du riz par Bulog

Bulog, l'entreprise publique en charge de la distribution des denrées alimentaires et du contrôle des prix, intensifie son programme de stabilisation des prix et de l'approvisionnement en riz (SPHP), anticipant une hausse des prix à la fin de l'année. Ainsi, l'agence devrait distribuer 378 000 tonnes de riz entre octobre et décembre 2024. La priorité sera donnée aux zones où les prix du riz sont les plus élevés. Actuellement, le prix moyen national du riz est de 13 560 IDR par kg (13 210 IDR en octobre 2023) mais peut être vendu jusqu'à 20 % plus cher dans certaines régions, en particulier en Papouasie centrale et dans les Moluques du Nord, où le kilo de riz est vendu 16 360 IDR et 15 860 IDR, respectivement. Bulog continuera également d'apporter une aide en riz à 22 millions de familles à faible revenu, chaque famille recevant 10 kg de riz en octobre et décembre 2024. Cela vise à réduire la fréquence des achats de riz sur le marché, contribuant ainsi à maîtriser la demande et à limiter l'inflation. Bulog continue de renforcer ses approvisionnements grâce à l'absorption domestique et aux importations, avec un total de 978 322 tonnes de riz achetées localement et 2,76 Mt importées depuis début 2024.

Inauguration de la première unité de production de cathodes LFP

Le ministre coordinateur pour les Affaires maritimes et l'Investissement Luhut Pandjaitan a inauguré le 8 octobre la première unité de production de cathodes lithium-fer-phosphate (LFP) pour batteries de véhicules électriques en Indonésie. Situé dans la zone économique spéciale de Kendal (Java Central) et porté par l'entreprise chinoise Changzhou Liyuan New Energy Technology (dont l'actionnaire majoritaire est Lopal Tech, qui fournit notamment LG Energy et CATL), ce projet vient de bénéficier d'un nouvel investissement de 200 M USD dans le cadre d'un partenariat entre Changzhou Liyuan et le fonds souverain indonésien INA. Ce nouvel investissement doit permettre d'augmenter les capacités de production de l'usine de cathodes, passant de 30 000 tonnes à 90 000 tonnes par an d'ici à 2025.

Malaisie

Hausse des prévisions de croissance à 4,9 %

A l'occasion de la publication de son rapport économique actualisé pour la région Asie de l'Est et Pacifique, la Banque mondiale a revu ses prévisions de croissance à 4,9 % pour 2024 et à 4,5 % pour 2025 (contre 4,3 % et 4,4 % en avril) après la bonne performance enregistrée au 2ème trimestre (+5,9 %). En 2021, l'institution estimait que la Malaisie pourrait accéder au statut de pays à haut revenu d'ici 2028. Selon ses dernières analyses, cet objectif pourrait toujours être atteint avec un taux moyen de croissance annuel de 4,3 % et un taux de change du dollar face au ringgit au niveau maximum de 4,54 (4,12 fin septembre).

Un système financier résilient au S1-2024

Le rapport sur la stabilité financière pour le 1er semestre 2024, publié par la Banque nationale malaisienne (BNM) le 3 octobre, note que le système financier est demeuré résilient et le risque de crédit limité malgré un contexte de forte volatilité au niveau mondial. Sur la période de mars à septembre, le marché des actions a attiré 1 Md

USD de flux nets d'investissements étrangers et le titre d'Etat malaisien à 10 ans a enregistré 5 Md USD d'acquisitions nettes de la part de non-résidents sur le marché des obligations souveraines avec un taux de rendement demeuré globalement stable à 3,71 %. Les émissions obligataires des entreprises ont légèrement augmenté, à 13,8 Md USD (+0,2 % par rapport au six mois précédents). Le ringgit s'est quant à lui apprécié de 11,4 % depuis le début de l'année à fin septembre. Le risque de crédit reste faible selon la BNM. Avec la reprise des exportations et le renforcement de la demande interne, la situation financière des entreprises s'est améliorée, ces dernières présentant un taux de prêts non performants (PNP) légèrement réduit à 3,0 % en juin contre 3,1 % fin 2023. Pour les PME, celui-ci s'établit à 2,6 % (2,7 % fin 2023). Les conditions sont aussi plus favorables pour les ménages dont la dette a diminué à 83,8 % du PIB (84,2 % du PIB fin 2023), le taux de PNP demeurant quant à lui inchangé à 1,2 %. Par ailleurs, les banques locales conservent leur capacité à résister aux risques liés à leurs activités de crédit, même si le ratio de liquidité à court terme se réduit progressivement, s'établissant à 145 % en août (161 % fin 2023). Ce dernier reste néanmoins supérieur aux exigences prudentielles d'un ratio supérieur à 100 %.

Singapour

Thaïlande-Singapour : coopération renforcée dans l'économie numérique, la sécurité alimentaire et le tourisme

Ce mercredi, la Première ministre thaïlandaise, Mme Paetongtarn Shinawatra, et le ministre des Affaires étrangères, M. Maris Sangiampongsa, ont rencontré le Premier ministre de Singapour, M. Lawrence Wong, en marge des sommets de l'ASEAN au Laos. Les deux pays ont convenu de renforcer leurs échanges dans des domaines stratégiques tels que l'économie numérique, la sécurité alimentaire, la défense et le tourisme. Mme Shinawatra a sollicité le soutien de Singapour pour développer l'IA, les infrastructures de transport numériques et stimuler les exportations agricoles thaïlandaises. Les deux pays ont également décidé d'intensifier leurs exercices militaires conjoints et d'accroître leur coopération en cybersécurité, consolidant ainsi leur partenariat économique et sécuritaire. A noter, Singapour est le deuxième investisseur étranger en Thaïlande après la Chine, avec un total de 4,8 Md SGD (en 2023 (3,7 Md USD).

OpenAI renforce sa présence en Asie avec un nouveau bureau dans la cité-Etat

Le créateur de ChatGPT a annoncé l'ouverture d'un bureau à Singapour cette année, renforçant ainsi sa présence en Asie-Pacifique, après l'inauguration d'une succursale à Tokyo en avril dernier. Ce nouveau bureau s'ajoute à d'autres implantations prévues à Paris, Bruxelles et New York. OpenAI collaborera également avec l'agence AI Singapore pour rendre l'IA plus accessible en Asie du Sud-Est, notamment en développant des ressources adaptées aux diversités linguistiques et culturelles de la région.

Singapour, 1^{er} port à passer au « bunkering » numérique en 2025

À partir du 1^{er} avril 2025, Singapour, le plus grand centre de ravitaillement en marine au monde, exigera des fournisseurs de carburant marin qu'ils proposent des services de bunkering numérique — un processus qui utilise des technologies numériques pour gérer le ravitaillement en carburant des navires, notamment par l'émission de notes de livraison électroniques. Cette initiative vise à rationaliser les opérations, en renforçant l'efficacité et la transparence des échanges de données entre acheteurs et vendeurs, permettant ainsi d'économiser près de 40 000 jours-hommes par an et de réduire les risques de fraude. Cette décision fait suite à des projets pilotes menés avec plusieurs fournisseurs de carburant depuis novembre 2023, faisant de Singapour le premier port au monde à mettre en œuvre le bunkering numérique à grande échelle pour toutes les opérations de ravitaillement.

Vietnam

La France et le Vietnam établissent un « partenariat stratégique global »

Le 7 octobre 2024, à l'occasion de la visite en France du Président et secrétaire général du PCV, To Lam, la France et le Vietnam, « partenaires stratégiques » depuis 2013, ont élevé le niveau de leur relation bilatérale au niveau de « partenariat stratégique global ». La France devient le huitième pays et le premier Etat européen à nouer un tel partenariat (le plus élevé de la hiérarchie vietnamienne, si l'on exclut les « relations spéciales » nouées avec le Laos et le Cambodge et la « communauté de destin partagé » nouée avec la Chine) avec le Vietnam. Dans le champ économique, la déclaration conjointe publiée à cette occasion mentionne notamment le renforcement de la coopération dans les domaines de l'hydrogène vert, des technologies nucléaires civiles, des câbles sous-marins et des minéraux critiques. L'innovation et les nouvelles technologies sont également mises en avant. Pour rappel : en 2023, la France était le 21^{ème} fournisseur (1,2 Md EUR d'exportations) et le 24^{ème} client du Vietnam (6,4 Md EUR d'importations) ; plus de 200 entreprises françaises sont implantées dans le pays, pour un stock d'IDE que les sources vietnamiennes estiment à 3,8 Md USD.

Le Vietnam enregistre une croissance de 6,8 % sur les neuf premiers mois de 2024

Selon les dernières données du département général des Statistiques (GSO), le PIB du Vietnam a augmenté de 7,4 % au troisième trimestre malgré les impacts du typhon Yagi, portant à 6,8% la croissance sur les 9 premiers mois de l'année 2024. L'activité est tirée notamment par l'industrie, avec une hausse de 8,6% de l'indice de la production industrielle (IPI) sur les 9 premiers mois, ainsi que par les services, qui ont enregistré une croissance de 6,9 % sur la période. Au cours des 9 mois, les ventes au détail de marchandises et de services ont augmenté de 8,8 %, après une hausse de 8,4 % au T3 – un taux de croissance qui demeure toutefois inférieur aux niveaux pré-COVID. Les échanges extérieurs confirment leur rebond avec une augmentation des exportations de 15,4 % pour atteindre 299,6 Md USD et des importations de 17,3 % et 278,8 Md USD sur la période. L'inflation à 3,9 %, reste inférieure au seuil de 4 % fixé par le gouvernement. Le gouvernement s'efforce à atteindre une

croissance de 7 % cette année (6-6,5 % pour l'Assemblée nationale), cela signifie que son PIB devra croître de 7,5 à 8 % au dernier trimestre. Les organisations internationales, quant à elles, prévoient une croissance autour de 6 % pour cette année (6,1 % pour la Banque mondiale et le FMI).

Le Vietnam a reçu 24,8 Md USD d'investissements directs étrangers au cours des 9 premiers mois

Ce montant est en croissance de 11,6 % par rapport à la même période de l'année dernière. Les IDE décaissés ont atteint 17,3 Md USD, chiffre en augmentation de 8,9 % en glissement annuel. Singapour, cité-Etat par laquelle passent de nombreux investisseurs étrangers, dont par exemple Foxconn, reste le premier investisseur étranger au Vietnam, avec 7,4 Md USD. Elle est suivie de la République populaire de Chine (3,2 Md USD), de la Corée du Sud (2,9 Md USD) et de Hong Kong (2,6 Md USD). La France se place au 25e rang avec 26,6 M USD. Le secteur de la production industrielle demeure, de loin, le principal récipiendaire de ces investissements étrangers (63,1 % du total). En stock, à fin septembre, le Vietnam a reçu 491,7 Md USD d'IDE, avec la Corée du Sud en tête (88,3 Md USD), suivie de Singapour (81 Md USD) et le Japon (76,9 Md USD). La France se situe au 16e rang avec 3,9 Md USD. Pour rappel, le Vietnam a accueilli 36,6 Md USD en 2023, ce qui constitue son record historique.

Thaïlande

Les États-Unis enquêtent sur les importations de cellules solaires thaïlandaises

Les États-Unis ont lancé des enquêtes sur les pratiques de dumping et de subvention concernant les importations de cellules solaires en provenance de Thaïlande, du Cambodge, de la Malaisie et du Vietnam. Cette initiative fait suite à une plainte déposée en avril 2024 par des producteurs américains, affirmant que ces pratiques nuisaient à l'industrie de fabrication solaire américaine. Le département du Commerce américain a statué de manière préliminaire que les subventions pour les produits thaïlandais se situaient à des niveaux très bas, n'impliquant pas de droits compensateurs, et susceptibles d'être vendus à des prix inférieurs à leur valeur équivalente aux États-Unis. Une décision finale est attendue en février ou mars 2025. Les États-Unis représentent le principal marché d'exportation des cellules solaires thaïlandaises, avec 75,3 % des expéditions.

La Commission de régulation de l'énergie (ERC) prévoit une seconde phase d'octroi de licences pour des projets EnR en 2025

La Thaïlande prévoit de nouveaux investissements dans les énergies renouvelables (EnR), à hauteur de 8,9 Md USD (300 Md THB), grâce à une seconde phase d'octroi de licences par la Commission de régulation de l'énergie (ERC). 5,2 GW de capacité avaient été attribués à divers projets lors d'une première phase d'octroi de licences. Une deuxième phase, prévue pour 2025, devrait attribuer des licences pour le développement de capacités de production de 3,6 GW supplémentaires, incluant des projets de fermes solaires, éoliennes et des projets de biogaz. Les entreprises non retenues lors de la première phase auront la priorité dans cette nouvelle série.

Pour rappel, Gulf Energy Development, le plus grand producteur d'électricité privé de Thaïlande, prévoit de remporter 20 % des 3,6 GW de capacité d'EnR proposés lors de la deuxième phase d'octroi de licences.

Les constructeurs de VE demandent un assouplissement des conditions de production en Thaïlande

En Thaïlande, les constructeurs de véhicules électriques (VE), notamment les entreprises chinoises, demandent un assouplissement des exigences de production locales, en raison de la baisse des ventes de voitures sur le marché thaïlandais et de la surabondance de l'offre. Les entreprises qui participent au programme « EV3.0 » doivent actuellement produire un VE localement pour chaque VE importé. Elles espèrent obtenir un assouplissement de ces règles alors que le marché reste fragile. Si les ventes globales du secteur automobile thaïlandais connaissent un ralentissement, les ventes de VE semblent continuer de croître, avec une hausse de 13,8 % des ventes de VE à batterie et une augmentation de 62 % des ventes de VE hybrides de janvier à août 2024.

Philippines

Une étude de faisabilité pour réhabiliter la centrale nucléaire de Bataan aux Philippines

A l'occasion de la visite du président sud-coréen à Manille, les deux chefs d'Etat ont signé un MOU qui engage l'entreprise publique Korea Hydro & Nuclear Power (KHNP) à financer une étude permettant d'évaluer les possibilités de réhabilitation de la centrale nucléaire de Bataan, construite en 1985 au centre de l'île de Luzon mais jamais mise en route suite à un scandale de corruption et à l'accident de Tchernobyl. Le Department of Energy a précisé que l'étude de faisabilité permettrait au gouvernement de prendre des décisions sans qu'il soit contraint de procéder à la rénovation de la centrale ni de poursuivre sa collaboration avec KHNP. Les Philippines, seul pays d'Asie du Sud-est à avoir déjà construit une centrale nucléaire, est engagé dans un programme nucléaire avec pour objectif la production de 1 200 MW en 2032, 2 400 MW en 2035 et 4 800 MW en 2050. Le mix électrique des Philippines repose aujourd'hui à 77 % sur les énergies fossiles dont 62 % pour le seul charbon.

La restructuration du secteur aérien philippin se poursuit à un rythme rapide

L'annonce cette semaine, par Cebu Pacific, du rachat de la compagnie régionale AirSWIFT pour 29,7 Md US lui permet de consolider sa position dominante sur le marché intérieur (54 % de part de marché) en diversifiant ses vols. Elle intervient une semaine après l'officialisation par la compagnie de l'acquisition de 152 A321 Néo pour 24 Md USD lui permettant de moderniser et élargir sa flotte. Le plan de modernisation de plus de 2 Md USD des aéroports philippins initié par l'administration Marcos est entré dans sa phase opérationnelle avec la privatisation le 14 septembre dernier de l'aéroport international de Manille désormais géré par le groupe San Miguel. L'aéroport de Laguindingan sur l'île de Mindanao a été attribué début octobre au groupe Ayala, déjà détenteur de

l'aéroport de Cebu, qui prévoit d'y réaliser 220 M USD d'investissements. La privatisation d'une quinzaine d'aéroports supplémentaires est annoncée pour les trois prochaines années.

Avec un taux de 1,9 % au mois de septembre, l'inflation au plus bas depuis mai 2020

L'inflation a de nouveau diminué en septembre (+1,9 % en g.a. contre +3,3 % en août et +4,4 % en juillet), atteignant son niveau le plus bas depuis 4 ans (+1,6 % en g.a. en mai 2020). Cette baisse provient principalement de la réduction de l'inflation sur les aliments et boissons non alcoolisées (+1,4 % en g.a. en septembre contre +3,9 % en août) ainsi que dans le secteur des transports (-2,4 % en g.a. en septembre contre -0,2 % en août). Le rythme d'augmentation du prix du riz a notamment connu un ralentissement significatif (+5,7 % en g.a. contre +14,7 % en août), bénéficiant de la réduction des droits d'importation de 35 % à 15 % opérée en juillet. La Banque centrale, dont la prochaine réunion aura lieu le 16 octobre, pourrait poursuivre la baisse des taux d'intérêts amorcée en août (-0,25 point de base) suite à ces résultats favorables.

Cambodge

Une diversification des exportations à la peine

Pour la période janvier-août 2024, les exportations de vélos, et de machines et équipements électriques sont en nette baisse. Les exportations de bicyclettes ont évolué de -30 %, pour atteindre 278 M USD. Dans le même temps, les exportations de machines et d'équipements électriques ont baissé de 34,8 % (1,4 Md USD). Dans le cas des vélos, l'évolution est liée principalement à la baisse de la demande de l'Union européenne (-21 % en 2023, 2 Md USD), en raison de sa situation économique atone. On est bien loin des résultats de 2022, où ces exportations s'élevaient à 970 M USD. Dans le cas des équipements électriques, c'est la conséquence de l'application de mesures anti-contournement américaines contre les panneaux solaires chinois produits au Cambodge (mais aussi en Malaisie, en Thaïlande et au Vietnam). Par contraste, les exportations de produits de caoutchouc ont progressé de 84 % (882 M USD). Avec l'installation de pneumatiques chinois au Cambodge, ces exportations devraient encore progresser largement à l'avenir.

Tarifs de l'électricité : vers une politique à deux poids, deux mesures ?

Le ministère de l'énergie et des mines a annoncé une réduction du prix de l'électricité pour les moulins et silos à riz (sans en indiquer le montant). Il s'agit de répondre à une demande visant à améliorer leur compétitivité-prix. De fait, les prix du riz, après une hausse notable en début d'année, connaissent une baisse. Cela rend une partie du riz cambodgien un peu trop cher. Cette annonce a été bien accueillie par le secteur rizicole, largement affecté par les récentes inondations. Cette réduction du prix de l'électricité était une promesse du premier ministre. Mais, cela va à l'encontre des ambitions du ministère des mines et de l'énergie (MME), d'autant plus que le gouvernement avait déjà annoncé plus tôt une réduction de 10 à 20 % des prix pour les secteurs industriel et agricole. Le MME souhaite, en effet, que le prix de l'électricité permette à l'électricité du Cambodge d'investir, et de favoriser les économies d'énergie. Le Cambodge s'est engagé à la neutralité carbone en 2050.

Une propriété intellectuelle mieux protégée

Le Département général des douanes et des accises (GDCE) du Cambodge vient de mettre en place un nouveau système d'enregistrement des droits de propriété intellectuelle dans le but de mieux protéger les titulaires de ces droits et permettre plus facilement l'interception des contrefaçons lors des contrôles aux frontières. Enregistrer des informations concernant les droits de type marques, indications géographiques et droits d'auteur devrait rendre plus efficace les actions ex officio que pourront mener les autorités douanières cambodgiennes. Pour effectuer cette démarche, il suffit de se créer un compte sur [ce site](#) pour enregistrer ces droits. Cette démarche est gratuite.

Laos

Les non-dits de l'énergie

Dans une perspective ASEAN, le Laos est le partenaire rêvé. Il fournit en quantité de l'énergie, verte pour l'essentiel, à ses voisins que sont la Birmanie, le Cambodge, la Malaisie et la Thaïlande. Il évoque le développement de l'interconnectivité des réseaux de transports entre pays de l'ASEAN, qu'il appelle de ses vœux. La réalité est cependant légèrement différente. D'abord, l'électricité a rapporté 2,9 Md USD de recettes d'exportation en 2023. Ensuite, le niveau d'endettement d'Electricité du Laos (8 Md USD, soit plus de 50 % du PIB) fait que les projets sont financés par des investisseurs étrangers... et gagés sur la vente de l'électricité produites à des clients étrangers. Enfin, l'ASEAN Power Grid, cette interconnexion des réseaux de transport électrique n'est, au-delà des discours, une priorité pour personne dans l'ASEAN. D'ailleurs, lors de la 42ème réunion des ministres de l'énergie, le Laos a omis de dire qu'il échange beaucoup d'électricité avec la Chine et que la filiale d'EDL chargée du transport (EDL-T) est contrôlée par China Southern Power Grid, société d'Etat chinoise.

Le Vietnam, partenaire de premier plan

Le Vietnam, au-delà de la convergence des partis, est un partenaire historique du Laos. Au moment de la crise du carburant, à l'été 2023, il n'a pas ménagé ses efforts pour soutenir le Laos. C'est aussi le 3ème partenaire commercial du pays au Million d'éléphants. Il finance des projets d'électricité verte, éolien comme hydraulique et solaire, dont il achète la production pour alimenter la moitié nord du pays. C'est encore le principal acheteur du charbon laotien. De nombreux intérêts vietnamiens sont encore présents dans les exploitations minière et forestière. Désormais, les coopérations dans les télécommunications et les technologies de l'information vont se renforcer. Ainsi, Unitel – société de télécommunication appartenant à l'armée – vient de signer un nouveau MOU avec Electricité du Laos pour la fourniture d'installations électriques de petites et moyennes tailles. Est également prévue la fourniture d'internet par câble et de services de paiement mobile des factures d'électricité (via U-Money, application existante d'Unitel). Et des services de télécommunication suivront.

Une place de marché numérique

Sous l'impulsion de la Banque du Laos (BOL), onze banques commerciales laotiennes ont signé un accord pour établir Lao Foreign Exchange Market Company Limited. Cette co-entreprise servira de support à une plateforme numérique de change. Le service sera accessible via Lapnet, le système de paiement numérique laotien également promu par la banque centrale depuis 2020... et déjà très fortement utilisé au Laos. Cette place de marché offrira, à compter de fin octobre, un service direct aux clients, pour la vente et l'achat de devises (USD, THB, CNY, VND). Il permettra, par construction, de fixer un taux de marché transparent. Ce service vise encore à « bancariser » le change et à éliminer les officines de change illégales. De fait, l'interdiction, en 2023, des bureaux de change (hors banques) avait laissé un vide. Les particuliers avaient tendance à recourir à un change parallèle. Cette initiative fait partie des efforts des autorités laotiennes pour ordonner les opérations de change et mieux les contrôler en quelque sorte.

Birmanie

Renforcement des obligations de conversion en Kyats des revenus d'exportation pour le secteur du textile

Alors qu'en août dernier la banque centrale du Myanmar avait récemment réduit de 35 à 25 % la part de leurs revenus que les exportateurs devaient changer en Kyats au taux officiel de 2100 MMK/USD, 100 % des recettes d'exportation des entreprises du secteur textile « cut-make-pack » doivent désormais être converties en MMK le jour même. La conversion peut en revanche être faite sur les plateformes bancaires en ligne qui pratiquent à date un taux moins défavorable proche de 3600 MMK/USD. Ces règles de change obligatoire ont notamment pour objet de faciliter l'approvisionnement de la banque centrale en devises étrangères, qui font l'objet de distributions au taux officiel de 2100 MMK/USD pour l'importation de produits essentiels tels que le pétrole et l'huile de cuisine notamment. Le taux de change très inférieur à celui du marché parallèle prive en revanche de fait les exportateurs d'une partie de leurs revenus et pèse sur la capacité des acteurs économiques à importer les intrants nécessaires à leurs activités.

La Banque économique du Myanmar (MEB) révisé ses taux d'intérêt à la hausse

En réponse à la directive de la banque centrale (CBM) du 14 août, les banques privées et publiques ont révisé leurs taux d'intérêt, appliqués à partir du 1er septembre 2024. La banque économique du Myanmar (MEB), une institution publique, a récemment annoncé que leurs taux d'intérêt ont été révisés à 9 % par an pour les comptes d'épargne, 10 % pour les certificats d'épargne et 11 % pour les dépôts à terme. La MEB compte 315 succursales à travers le pays et fournit des services bancaires principalement pour le paiement des salaires des fonctionnaires, le paiement des pensions et les transactions bancaires pour les ministères et les sociétés gouvernementales. La CBM fixe de nouvelles limites pour les taux d'intérêt des dépôts et des prêts, établissant un taux de dépôt minimum de 7 % et un taux de prêt maximum de 15 %, soit des taux réels toujours négatifs alors que l'inflation devrait encore atteindre 18 % en 2024-2025 (Banque Mondiale, juin 2024). Les banques ont été invitées à ajuster leurs taux en conséquence. L'objectif des augmentations était de lutter contre l'inflation, d'améliorer les revenus des déposants et d'améliorer la capacité de prêt des banques afin de favoriser la croissance économique. Les taux précédemment appliqués étaient de l'ordre de 5 à 7 % pour les comptes d'épargne et de 10 à 14,5 % pour les prêts.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun

Rédaction : SER de Singapour (Emma ROUSSEAU, Matthys LAMBERT, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr